

# Déclaration commune de 12 organisations de gauche pour la manifestation du 19 mars

## La victoire des Guadeloupéennes et des Guadeloupéens en appelle d'autres : FACE A SARKOZY ET AU MEDEF AMPLIFIONS LA MOBILISATION

90.000 chômeurs de plus le mois dernier, 350.000 supplémentaires déjà pronostiqués par les statistiques officielles, pas une semaine sans l'annonce de nouveaux plans de licenciements...

**Chaque jour qui passe confirme l'ampleur et la gravité de la crise** qui pèsent sur la population à commencer par les salariés du public et du privé, les chômeurs et les retraités.

Chaque jour qui passe confirme aussi le danger qu'il y aurait à laisser se poursuivre la mise en œuvre des choix du gouvernement actuel qui, loin de combattre les racines de cette crise, continue au contraire de l'alimenter, continue de nous la faire payer et s'enfoncer dans une dérive autoritaire pour imposer ses choix !

L'argent, par milliards d'euros, continue de circuler à sens unique : tout pour les financiers et les grands patrons, les miettes pour le monde du travail !

**Les robinets sont grands ouverts pour éponger les pertes** des Caisses d'Épargne et des Banques populaires sur les marchés financiers spéculatifs et financer leur fusion en nommant un PDG sous contrôle de l'Élysée. Ils le sont encore pour renflouer les groupes automobiles en les laissant continuer à licencier et à développer le chômage partiel (20 000 suppressions d'emplois annoncées !). Mais ils sont fermés pour l'université et la recherche, l'hôpital et la santé, le logement social, les salaires et les retraites, l'ensemble des services publics.

Cela suffit ! C'est socialement intolérable, économiquement inefficace et politiquement inadmissible.

Ce n'est pas au monde du travail, à la population de payer la crise ! La journée du 29 janvier comme le mouvement aux Antilles, en Guyane et à la Réunion portent clairement ce message et l'exigence d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi et des services publics.

**Les mobilisations imposent de premiers reculs au gouvernement.**

Nous saluons la victoire des Guadeloupéens notamment sur l'augmentation de 200 euros pour les bas salaires et sur les mesures contre la vie chère. Nous saluons le mouvement à l'université qui a obtenu le gel, pour deux ans,

des suppressions de postes d'enseignants-chercheurs.

Plus légitime que jamais, l'exigence de choix politiques, économiques, écologiques et sociaux différents grandit dans le pays, en Europe et dans le monde. Elle conteste et combat les logiques de la mondialisation capitaliste, les appétits de profits et de rendements financiers exorbitants et la mise en concurrence basée sur le dumping social et fiscal.

Des mobilisations importantes continuent de se déployer et de se renforcer. C'est vrai dans l'université, la recherche, la santé, la poste et d'autres secteurs publics. C'est vrai dans de très nombreuses entreprises privées où les plans de licenciement, de chômage partiel et de compression salariale frappent quotidiennement. Tout cela confirme le besoin d'unité pour construire le rapport de force le plus large.



Si la grève en Guadeloupe a fini par être entendue, la surdité du Président de la République, du gouvernement et du Medef à l'égard des revendications que la journée d'action unitaire du 29 janvier et les grèves dans l'ensemble des Antilles et à l'île de la Réunion ont portées, continue.

**Dans ces conditions, les organisations syndicales ont unanimement confirmé la tenue d'une grande journée de grèves et de manifestations le 19 mars prochain.**

Conscientes que l'unité est une force essentielle face à l'obstination gouvernementale et patronale, comme le montre le mouvement des Antilles, les organisations de gauche signataires de ce texte appellent à soutenir et à amplifier ces mobilisations, à réussir le 19 mars une très grande journée de protestation et de propositions, plus forte encore que celle du 29 janvier. Elles souhaitent contribuer, dans la diversité de leurs positions, à amplifier dans ces mouvements, le débat et l'action sur les nouveaux choix politiques alternatifs aux logiques actuelles nécessaires et utiles pour répondre aux mobilisations sociales.

Cela concerne notamment l'opposition aux suppressions d'emplois et à la précarisation, dans le privé comme dans le secteur public, l'augmentation des salaires, du SMIC, des minimas sociaux et des retraites ; la défense et le développement des services et de l'emploi publics ; la réorientation des richesses du pays vers le développement de productions et de services susceptibles d'engager notre pays dans un tout autre mode de développement fondé sur la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques.

**Signataires :** Les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PCOF, Gauche Unitaire, le Parti de gauche, le PS, le MRC, La Fédération, la Coordination nationale des collectifs unitaires (CNCU), Alternative Démocratie Socialisme (ADS), Alter-Ekolo-Ecologie Solidaire.

# Montreuil qui souffre Montreuil qui lutte

Montreuil accueille les sièges sociaux de grands groupes : Air France, Nouvelles Frontières, BNP Paris Bas, Groupama etc. Un fort tissu de petites et moyennes entreprises et d'associations existe dans notre ville. Des dizaines de milliers de salariés y travaillent et y vivent. Aujourd'hui, on leur demande de payer la facture de la crise provoquée par des patrons et des financiers arrogants et irresponsables. C'est inacceptable !

## **A Montreuil : Des emplois menacés**

Des plans de licenciement dans le tourisme s'annoncent (Vacances transat, Gestour voyage et Nouvelles Frontières –qui en est à son 3ème plan social) : plus de 200 salariés seraient concernés.

De nombreux dépôts de bilan, de licenciements ont lieu dans les PME : dans les secteurs du bâtiment, de la métallurgie, de l'alimentaire. En tout, à Montreuil la suppression de plus de **1000 emplois dans le privé** est prévisible. Sans parler des diminutions d'effectifs dans le secteur public, impossible à évaluer aujourd'hui.

C'est catastrophique pour les salariés condamnés au chômage et à la précarité. C'est aussi une dégradation de la qualité des services dans tous ces secteurs (voyages, construction, service public, services à la personne etc.) : car moins de salariés qui travaillent c'est aussi une qualité de vie moindre pour tout le monde.

## **A Montreuil : La précarité des droits s'étend**

Comme partout, à Montreuil aussi les salariés sont face à la fragilisation de leur droit. De moins en moins de contrats à durée indéterminée. De plus en plus de licenciements. De plus en plus de CDD et d'intérim.

Les salariés vivent avec la peur du lendemain au ventre. Ils travaillent dans des conditions inacceptables. Le code du travail et leurs droits élémentaires sont bafoués. C'est inacceptable et dangereux.

## **A Montreuil : Des salaires sous pression**

La crise sert de prétexte aux patrons pour essayer d'imposer la baisse des salaires. C'est vrai dans les grands groupes, mais aussi dans un certain nombre d'entreprises de plus petite envergure. Il en est ainsi à Montreuil des Nouveaux Robinsons par exemple où le salaire moyen aurait reculé par rapport à 2007 et l'écart des salaires avec le SMIC aurait été divisé par 2 en 3 ans. Alors que les prix flambent, les salaires baissent. C'est inadmissible.

## **A Montreuil : Des salariés sous surveillance**

Pour obtenir des rendements inhumains, les patrons organisent la surveillance des salariés au mépris des lois protégeant les libertés fondamentales. Il en est ainsi des vidéo-surveillances instaurés dans des entreprises comme Air France ou encore des contraintes posées par Groupama Banque. Les salariés luttent contre ces formes d'exploitation et de harcèlement. Ces tentatives d'atteintes aux libertés dans les entreprises accompagnent et préparent les politiques liberticides dans la société toute entière. Salariés et citoyens nous devons résister.

## **A Montreuil : La lutte des salariés sans papiers s'amplifie**

A Montreuil nous avons participé à la lutte des salariés sans papiers de l'entreprise Griallet. Cette lutte a été victorieuse. Elle est exemplaire de ce qu'on peut obtenir quand on se mobilise. Aujourd'hui d'autres salariés sans papiers poursuivent leur bataille (comme Plus-Net) pour la régularisation administrative et pour la reconnaissance de leurs droits. Leur combat est celui de tous les salariés : c'est une question de justice et d'égalité. C'est aussi agir pour améliorer les conditions de travail de tous les salariés.

**La crise frappe durement Montreuil. Nous avons été nombreux le 29 janvier dernier à exiger une autre politique pour l'emploi et les salaires. Les communistes de Montreuil appellent tous les salariés, tous les citoyens à rejoindre le mouvement.**

**Le 19 mars, retrouvons-nous tous ensemble, debout et fiers pour nos droits.**

**Rendez-vous à 13h00 devant l'Hôtel de ville**